



Au service
des peuples
et des nations

PROJET TAMKEEN POUR LA PROMOTION DE LA CITOYENNETE, LE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA SOCIETE CIVILE



Femmes leaders de l'association "Jlij" pour l'Environnement Marin de Djerba en atelier de réflexion pratique sur le sens de la cohésion sociale.

Rapport de Progrès Annuel 2018

Avec l'appui du Royaume de Norvège



Table des matières

<i>Présentation du projet</i>	3
<i>Brève description du projet</i>	4
<i>Liste des acronymes</i>	5
I- Résumé exécutif	6
II- Résultats détaillés	8
❖ Output 2.1 : Les capacités de construction du consensus sont renforcées dans le cadre d'une stratégie de prévention de la violence.....	8
❖ Output 2.2 Les initiatives de la société civile en matière de prévention de la violence et de promotion du dialogue sont appuyées.....	12
❖ Output 2.3 : Le réseau tunisien pour la cohésion sociale est appuyé.....	22
❖ Output 3.6 Les capacités des partenaires associatifs sont renforcées à travers des produits de gestion des connaissances et des bonnes pratiques générées par le projet.....	23
III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques	24
IV- Leçons apprises	26
V- Suivi-évaluation	26
VI- Evidences	27
VII- Rapport financier	28
VIII- Signature	29
IX - Annexes	29

Présentation du projet

Titre	<i>Projet Tamkeen pour la promotion de la citoyenneté, le renforcement de la cohésion sociale et de la société civile</i>
Identifiant Atlas	Award ID : 00083925 – Project ID : 00092161
Durée	2015-2019
Agence d'exécution	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
Articulation avec le PDO 2016-2020	Axe 3 : Développement humain et inclusion sociale 3.4 : Renforcer l'esprit de citoyenneté parmi les jeunes
Effets et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 :	Outcome 3: Build resilience to shocks and crises Signature solution 3: Enhance national prevention and recovery capacities for resilient societies 3.2.1. National capacities strengthened for reintegration, reconciliation, peaceful management of conflict and prevention of violent extremism in response to national policies and priorities 3.2.2 National and local systems enabled and communities empowered to ensure the restoration of justice institutions, redress mechanisms and community security 3.4.1 innovative nature based and gender responsive solutions developed, financed and applied for sustainable recovery 3.6.1 women's leadership and participation ensured in crisis prevention and recovery planning and action
Budget total	3.514.856 USD
Contributions des partenaires financiers	Norvège : 2.023.000 USD Coopération italienne : 1 146 941 USD Coopération suisse : 194.388 USD Fonds propres TRAC : 150 035 USD
ODD auquel(s) le projet contribue	ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.
Lien avec l'UNDAF (Effet)	Outcome UNDAF/CPD n° 1 : D'ici à 2019, les institutions civiles, politiques et administratives sont pleinement opérationnelles, dans le respect des principes universels des droits de l'Homme, de démocratie et d'égalité de genre.
Lien avec le CPD et avec le CPAP	Produit CPD 1.2 : La participation citoyenne et les capacités des institutions et des contre-pouvoirs sont renforcés, permettant une meilleure reddition des comptes aux populations. Produits CPAP : Produit 1.2.4 : Un cadre de concertation et d'autorégulation de la société civile est mis en place et facilite sa participation au dialogue sur les priorités de développement dans les régions cibles. Produit 1.2.5 : Les capacités des acteurs de la société civile dans les zones cibles sont renforcées en vue de leur professionnalisation.
Effets attendus du Projet	1. La participation citoyenne aux affaires publiques, la gouvernance locale et Les mécanismes de redevabilité sociale et de contrôle citoyen sont promus. (Output relatif aux fonds italiens expirés le 31/12/16) 2. La cohésion sociale est renforcée par le biais de la promotion du dialogue. 3. La société civile est renforcée en vue de sa professionnalisation
Date du rapport	31/12/2018
Contact au niveau du PNUD	Mohamed El-Mounir, Conseiller technique principal - mohamed.elmounir@undp.org

Brève description du projet

Le projet vise à soutenir l'émergence et le maintien de conditions favorables à une consolidation démocratique pérenne par le renforcement de la cohésion sociale et la consécration du contrat social fondé sur les valeurs de citoyenneté et de vivre-ensemble. Il vise, à ce titre, à endiguer les risques d'intensification de la violence par le renforcement des capacités des acteurs stratégiques en matière de construction du consensus et de consolidation du rôle de la société civile et ce, pour la promotion d'un dialogue inclusif.

La réalisation de ces objectifs se décline en deux axes d'intervention :

- Le renforcement des capacités de facilitation du dialogue, de gestion des conflits et de construction du consensus des acteurs-clé dans le cadre d'une stratégie de prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent ;
- L'appui technique et financier aux initiatives de la société civile en matière de renforcement de la cohésion sociale.

Liste des acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
ARP	Assemblée des Représentants du Peuple
GDA	Groupement de développement agricole
CLS	Comité local de sécurité
ISIE	Instance supérieure indépendante pour les élections
ODD	Objectifs de Développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
OTCS	Organisation tunisienne pour la cohésion sociale
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
PTA	Plan de travail annuel
SMSA	Société mixte de service agricole
SNU	Système des Nations unies
TDR	Termes de référence
UNDAF	Plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement

I- RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet a poursuivi, durant l'année 2018, la mise en œuvre de sa stratégie de renforcement de la cohésion sociale et de prévention de la violence telle que prévue par le document de projet. Cette stratégie s'est manifestée par le développement de capacités pour la facilitation du dialogue et la construction du consensus des acteurs de la société civile, par l'appui aux initiatives des organisations de la société civile, la production d'outils de gestion des connaissances, ainsi que par l'implication des jeunes dans la promotion et la mise en œuvre des ODD.

1. **579 acteurs stratégiques (dont 251 femmes)**, parmi les acteurs locaux de la société civile ont vu leurs capacités développées en matière facilitation du dialogue et de construction de consensus afin de consolider le réseau national des facilitateurs du dialogue développé par le PNUD à partir de 2013. Les acteurs formés ont été sélectionnés parmi les personnes engagées, ayant un ancrage au niveau local et disposant d'une vocation en matière de prévention de la violence.

Parmi ces acteurs formés, quarante et un (**41 formateurs en facilitation** du dialogue et construction du consensus (dont 29 femmes) ont été identifiés et formés et ce afin de permettre, au-delà de l'intervention du projet et même après sa fin, que la dissémination des règles et principes de gestion des conflits et de promotion du dialogue se perpétue.

L'OTCS, organisation tunisienne spécialisée dans le renforcement de la cohésion sociale, a également été accompagné afin d'assurer son autonomisation et ce à travers l'appui dans l'élaboration de la vision stratégique de l'OTCS pour la période 2018-2020 et d'un plan d'action biennal.

L'implication de l'OTCS, dans toutes les phases de ce processus est une autre garantie de durabilité de cette intervention et un gage de sa pérennisation.

2. **20 nouvelles initiatives de la société civile** ont été appuyées techniquement et financièrement. Ces initiatives visent à promouvoir le rôle des femmes vivant en milieu rural dans la prévention de l'extrémisme violent. Dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives appuyées, **1 548 femmes rurales (dont 908 jeunes)** issues des régions prioritaires de Bizerte, Jendouba, Kairouan, Médenine et Tataouine ont été ciblées et impliquées dans des activités de dialogue et de sensibilisation sur le rôle des femmes dans le renforcement de la résilience de leurs communautés face aux risques liés à l'extrémisme violent.

Les 20 initiatives appuyées cette année constituent le troisième lot d'initiatives accompagnés par le projet Tamkeen depuis son démarrage en 2015. Après 42 initiatives ciblant particulièrement les jeunes et intervenant au niveau local, l'appui actuel se base sur les enseignements tirés des appels précédents et capitalise sur l'expertise développée par les OSC accompagnées et formées depuis 2016 en matière d'intervention sur la thématique délicate et complexe de la prévention de d'extrémisme violent. Cet appel cible de manière spécifique les femmes et met en œuvre une approche originale qui combine des dimensions économiques, citoyenne, artistique et de dialogue pour une réponse globale aux facteurs responsables du développement de l'extrémisme violent dans des zones prioritaires. L'objectif de cette intervention est l'impulsion, auprès de l'acteur clé que sont les femmes, d'une capacité de neutralisation des facteurs prédominants dans l'expansion de l'extrémisme violent. Les initiatives mises en place ont permis d'accompagner les femmes dans la mise en place d'activités génératrices de revenus qui contribuent à les rendre plus autonomes.

Par ailleurs, **une initiative de coopération Sud-Sud a été appuyée** et s'est matérialisée par une mission d'étude et d'échanges d'expériences menées en Mauritanie au profit de six (6) représentants d'institutions tunisiennes partenaires (Ministère en charge des relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de

l'Hommel (la Plateforme gouvernementale du discours alternatif et de la lutte contre la radicalisation), Commission nationale de lutte contre le terrorisme, OTCS).

3. **Deux produits de connaissances** ont été développés et mis à disposition des partenaires de la société civile. Il s'agit d'un guide de partenariat avec la société civile qui présente, de manière ludique, les procédures et règles applicables aux projets mis en œuvre par la société civile. Et d'un guide pratique pour la facilitation du dialogue communautaire pour la PEV permettant de renforcer les capacités des partenaires associatifs en matière de facilitation et de dialogue pour le renforcement de la cohésion sociale et la PEV.

Dans le même cadre, **25 jeunes d'horizons divers (dont 10 femmes) ont été impliqués dans un cadre participatif** dans le cadre d'une étude portant sur « L'engagement de la jeunesse dans la prévention de l'extrémisme violent ». L'objectif de cette étude de contribuer à une meilleure compréhension du phénomène de l'extrémisme violent en l'analysant par le prisme des jeunes.

4. **58 jeunes (dont 34 femmes) ont participé** aux côtés de **17 personnes ressources (dont 7 femmes)** à un premier atelier de réflexion et d'échange sur la contribution des jeunes de la région à la réalisation des ODD dans l'île de Djerba et ce dans le cadre de la promotion de l'engagement actif des jeunes pour la réalisation des ODD à travers un processus participatif visant la mise en place d'un club des ODD.

II- RESULTATS DETAILLES

❖ **Output 2.1 : Les capacités de construction du consensus sont renforcées dans le cadre d'une stratégie de prévention de la violence**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultats à la date du rapport
<p>2.1.1.1 Nombre d'acteurs stratégiques (politiques, civils, bloggeurs, femmes, leaders locaux, leaders religieux, médiateurs locaux, etc.) formés en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus pour la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent</p> <p>2.1.3 Réseau National pour la Cohésion sociale en place et opérationnel</p> <p>2.1.4 Produits de connaissance élaborés : Un diagnostic territorialisé de l'état de la cohésion sociale, une étude de l'analyse du phénomène de l'extrémisme violent réalisée, étude de l'analyse des dynamiques de conflits dans l'espace universitaire réalisée.</p> <p>2.1.5 Nombre de coopérations sud-sud et triangulaires pour la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale</p>	<p>2.1.1- 2274</p> <p>2.1.3- Réseau National pour la Cohésion sociale en place</p> <p>2.1.4-2</p> <p>2.1.5-1</p>	<p>2.1.1- 2469 (10 formateurs et 125 membres de la société civile, 60 éducateurs spécialisés)</p> <p>2.1.3- vision stratégique et plan d'action élaborés</p> <p>2.1.4-5</p> <p>2.1.5-2</p>	<ul style="list-style-type: none"> 2.1.1 2826 acteurs stratégiques ont été formés au total, dont les résultats suivants ont été atteints en 2018 : 579 acteurs stratégiques (dont 251 femmes) ont été formés en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus pour la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent : Cinq cent trente-huit (538) acteurs de la société civile (dont 210 femmes) en matière de facilitation du dialogue et de construction de consensus. Quarante et un (41) formateurs en facilitation du dialogue et construction du consensus (dont 29 femmes) ont été identifiés et formés.

L'approche préconisée par le projet en matière de renforcement de la cohésion sociale se fonde sur l'élan porté depuis 2012 par une société civile ancrée localement pour la constitution d'une capacité nationale de gestion des

conflits et de facilitation du dialogue. Un réseau de facilitateurs locaux du dialogue a ainsi émergé et continue de se développer et permet la consolidation de la résilience de la société face aux risques d'aggravation de la violence.

Le développement et l'enrichissement de cette capacité se poursuit avec une attention particulière accordée à la pérennisation des résultats et pour l'autonomisation de ce réseau. Cet élargissement adopte deux dimensions : d'une part la formation de nouveaux facilitateurs parmi les acteurs locaux qui jouissent d'une légitimité auprès de leur communauté et sont destinés à utiliser la facilitation du dialogue dans le cadre de leurs interventions, d'autre part, la formation de formateurs qui consolident l'expertise nationale en la matière et permettent de perpétuer la diffusion des techniques de facilitation et l'élargissement du réseau de facilitateurs.

2.1.1. Les efforts du projet visant à créer une capacité locale en matière de médiation et de facilitation du dialogue se sont poursuivis durant l'année 2018 et ont permis le renforcement des capacités de 579 nouveaux acteurs stratégiques (dont 251 femmes) en matière de facilitation du dialogue et de construction du consensus pour la prévention de la violence politique et de l'extrémisme violent.

Les acteurs de la société civile formés pour être facilitateurs (538 personnes dont 251 femmes) ont été sélectionnés parmi les personnes consensuelles, respectées et reconnues par leur communauté. Ils témoignent d'un fort ancrage local et d'une vocation en matière de dialogue et de prévention des violences. Ils ont été choisis parmi les membres actifs des organisations de la société civile locales, les imams, les journalistes et personnels des médias, le personnel des affaires sociales, de l'éducation secondaire, de santé, de la culture, les leaders de quartiers) (evidence #1).



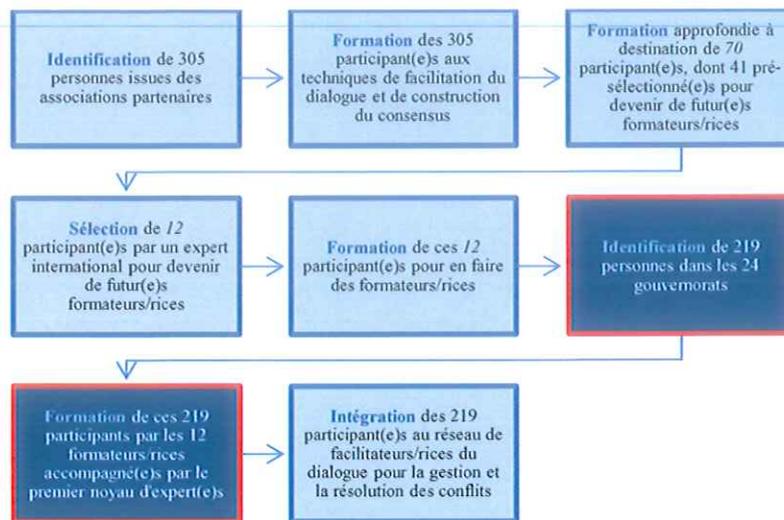
Photos 2 et 3 : Formation en facilitation du dialogue et construction du consensus, 9 au 11 mars & formation des formateurs en facilitation du dialogue et construction du consensus, Hammamet 24, au 27 mars 2018 & du 29 juin au 1^{er} Juillet.

En marge de ce renforcement de capacités en matière de facilitation du dialogue, 41 nouveaux profils (dont 29 femmes) ont été identifiés comme présentant les dispositions nécessaires pour devenir eux-mêmes des formateurs et diffuser, à leur tour, les valeurs promues et les compétences développées grâce à la formation. Un programme spécifique de formation de formateurs leur a été consacré. Plus spécifiquement, ce programme de formation de formateurs leur a permis d'acquérir les connaissances fondamentales en techniques pédagogiques transposées à la construction de paix et la gestion des conflits (evidence #2).

Le renforcement des capacités de ces acteurs de la société civile s'est fait grâce à la tenue d'un cycle de formations durant toute l'année 2018. Ces formations ont couvert l'ensemble des gouvernorats de la Tunisie.

Ce cycle de formations a constitué une occasion de familiariser les acteurs de la société civile sélectionnés aux techniques de facilitation du dialogue et construction du consensus et de leur donner les moyens d'appréhender les conflits de manière constructive, leur permettant de soutenir leurs communautés dans la neutralisation des tensions pouvant menacer la cohésion sociale.

Le cycle de formations régionales s'inscrit dans le cadre d'une démarche se déclinant en 9 phases :



2.1.4. Les efforts du projet se sont par ailleurs concentrés sur l'élaboration d'une « Etude sur l'engagement de la jeunesse dans la prévention de l'extrémisme violent ». Cette étude vise à analyser le phénomène de l'extrémisme violent tel que perçu, vécu et expliqué par les jeunes tunisiens et, à travers leur rapport à ce phénomène particulier, rendre compte de leur situation générale dans le contexte actuel, ainsi que de leur rapport à l'Etat et à la société.

Le projet entend ainsi capitaliser sur les résultats produits par le dialogue inclusif qui a été engagé avec 640 jeunes depuis décembre 2016, dans le cadre de la campagne « La jeunesse s'engage pour la cohésion sociale ». Cette initiative, portée par un réseau d'organisations de la société civile (OSC), avait permis de tenir 32 cercles de débats dans 16 gouvernorats différents. Ces plateformes d'expression, de discussion, de réflexion et de récit d'expériences des jeunes avaient nourri de riches échanges et un premier travail de documentation avait été réalisé sous forme de comptes-rendus des cercles de dialogue organisés. Afin de consolider les données recueillies dans les comptes-rendus et les mettre à jour, un travail de synthèse et d'analyse de ces comptes rendus a été confiés à une experte en psychologie sociale afin de prendre en compte l'ensemble des apports pertinents exprimés pendant ces cercles de dialogue et de les restituer dans le cadre d'une étude exploitable. C'est dans le cadre de ce travail d'analyse et de consolidation que deux groupes de discussions successifs ont été organisés par le projet Tamkeen, en partenariat avec l'Organisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale (OTCS).

Ces groupes de discussions ont réuni un échantillon représentatif de 25 jeunes tunisiens (15 hommes et 3 femmes), originaires de différentes régions, ce qui a permis de valider les hypothèses et les conclusions de l'analyse faite et d'affiner encore certains axes de l'étude (evidence #3).

Par ailleurs, les efforts du projet ont permis de produire un (01) guide pratique en facilitation du dialogue communautaire pour la PEV. Ce guide destiné aux acteurs de la société civile engagés dans le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de la violence. Il vise à fournir un outil pratique, facile d'utilisation permettant aux acteurs de la société civile engagés dans la construction de la paix et la gestion des conflits d'affiner leurs compétences, d'enrichir leurs connaissances et de les mettre en pratique au service de la PEV. Ce guide est le deuxième outil pédagogique produite par le projet en matière de facilitation du dialogue après le guide simplifié de la facilitation du dialogue. Il comporte les règles relatives à l'usage du dialogue communautaire au service de la cohésion sociale. Il donne les orientations pratiques et spécifiques pour la facilitation du dialogue autour des questions liées à l'extrémisme violent. Cette ressource pédagogique et pratique servira de support aux acteurs de la société civile engagés sur cette thématique (evidence #4).



Photos 4 et 5 : Focus group dans le cadre de l'élaboration du rapport de synthèse et de consolidation de la campagne « La jeunesse s'engage pour la cohésion sociale », 21 septembre 2018.

❖ **Output 2.2 Les initiatives de la société civile en matière de prévention de la violence et de promotion du dialogue sont appuyées.**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
2.2.1 Nombre d'OSC opérant dans le domaine de la cohésion sociale professionnalisées à travers un accompagnement technique et un appui financier	2.2.1-64	2.2.1- 83	2.2.1 84 initiatives de la société civile ont été appuyées dont en 2018 : vingt (20) initiatives des OSC pour la promotion du rôle de la femme vivant en milieu rural dans le renforcement de la résilience communautaire et la PEV ont été appuyées.
2.2.2 Nombre de jeunes impliqués dans le dialogue sur le diagnostic et les recommandations pour la prévention de l'extrémisme violent	2.2.2-7318	2.2.2-7418	
2.2.3 Nombre de jeunes impliqués dans la promotion et la mise en œuvre des ODD	2.2.3-49	2.2.3-69	2.2.3- 107 jeunes impliqués dont en 2018 : 58 jeunes (dont 34 femmes) et 17 personnes ressources (dont 7 femmes) tous issus de Djerba ont été impliqués dans la promotion et la mise en œuvre des ODD à travers la participation à l'atelier pour la mise ne place d'un club de jeunes pour la citoyenneté active et les ODD

L'intervention du projet a permis d'appuyer 20 initiatives de la société civile visant à renforcer le rôle des femmes vivant en milieu rural dans la prévention de l'extrémisme violent. L'objectif de cette intervention est l'impulsion, auprès de l'acteur clé que sont les femmes, d'une capacité de neutralisation des facteurs favorisant l'expansion de l'extrémisme violent.

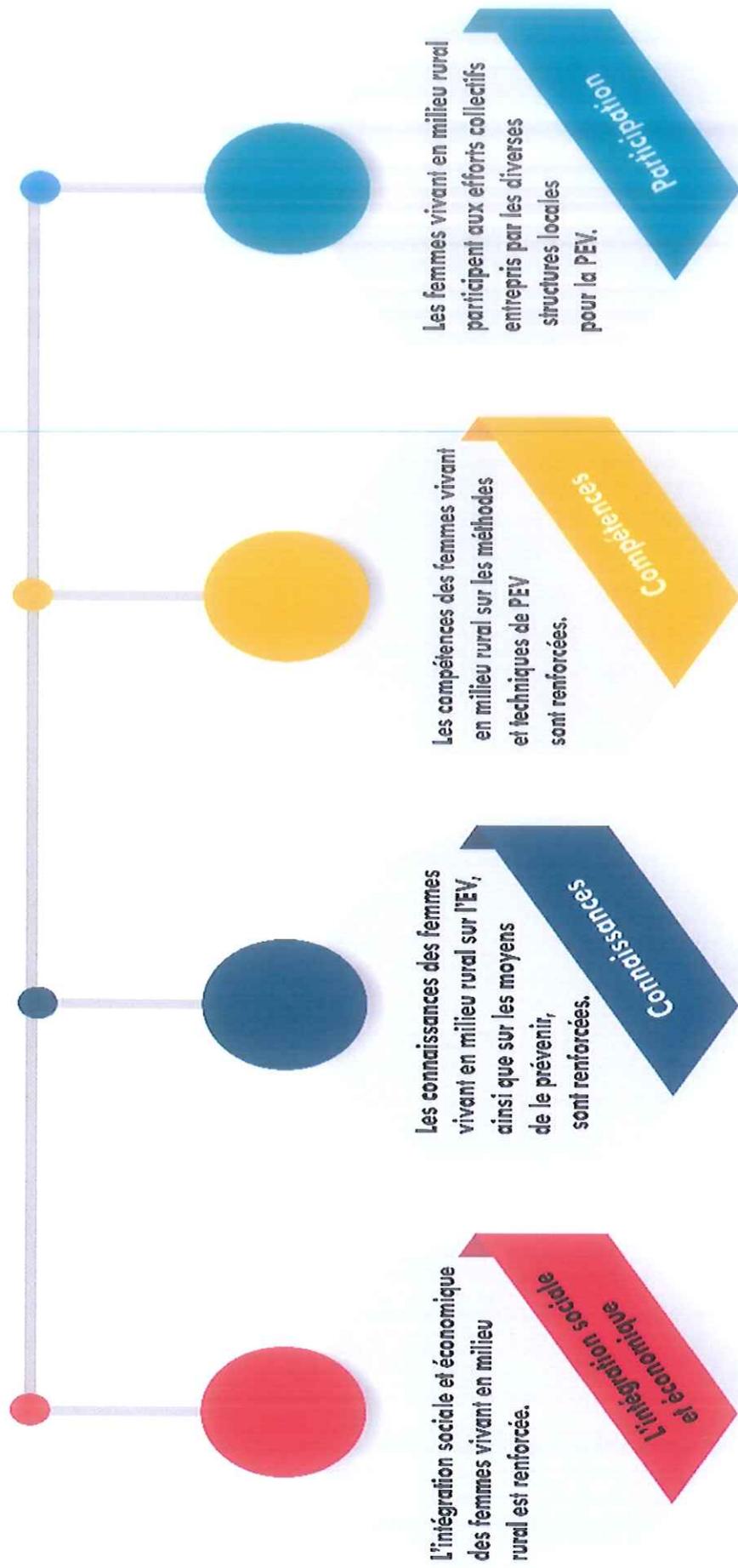
A ce titre ces facteurs ont été pris en compte pour déterminer les cinq zones de déploiement des initiatives appuyées dans le cadre de cet appel Sejnane (Bizerte), les zones montagneuses et frontalières du Nord-Ouest à Jendouba, Kairouan au Centre, ainsi que les localités de la frontière tuniso-libyenne du sud-est (Médénine et Tataouine).



1 Répartition géographique des projets associatifs

Outre la mise en œuvre d'initiatives pilotes qui combinent la dimension économique et la dimension sociale pour apporter une réponse transversale aux causes profondes de l'extrémisme violent, l'objectif de cette intervention est d'agir sur les facteurs de vulnérabilité propres à chaque zone d'intervention et de capitaliser sur le potentiel de résilience offert par chacune des localités visées.

Les femmes bénéficiaires sont, en outre, mises en réseau avec les autres acteurs clé de chaque localité, leur savoir-faire ancestral et les caractéristiques culturelles et environnementales de leurs régions sont mises à profit de leur autonomisation économiques dans le cadre d'initiatives d'économie sociale et solidaire.



2 Approche globale pour le renforcement de la contribution de la femme à la résilience communautaire face à l'extrémisme violent

Les initiatives appuyées ont pour point commun de cibler directement les femmes en tant qu'actrices pivot de la communauté, pour cela, elles adoptent des approches différenciées tenant compte des particularités de chaque région. Les femmes sont ainsi impliquées dans le diagnostic et la réflexion sur les solutions de résilience idoines propres à leur localité respective et aux défis qui s'y présentent.

La mise en œuvre des projets soutenus a permis de cibler 635 femmes rurales (dont 383 jeunes). À l'occasion de la mise en œuvre de ces projets 80 cercles de dialogues sur les enjeux de l'engagement pour la PEV ont été tenues. 1548 femmes y ont été impliquées (dont 908 jeunes). Par ailleurs, 883 femmes ont participé aux formations en PEV (dont 613 jeunes) et 42 formations pour favoriser l'indépendance économique ont été tenues impliquant 889 femmes (dont 644 jeunes) (evidence #5).



Photos 7 : Session de poterie pour promouvoir le savoir-faire ancestral des femmes de Ain Lbaya avec l'association du développement et de la culture de Jendouba



Photos 8 : Association de la citoyenneté et du développement du Nord Ouest montrant le fonctionnement d'une machine à distiller les plantes aromatiques qui sera exploitée par les femmes leaders



Photos 9 : Après deux jours de formation sur la gestion d'entreprises, les femmes de l'association du développement et de la réforme sociale de Jendouba brandissent leur certification. Celle-ci va leur permettre d'accéder à un micro crédit pour lancer leurs projets.



Photos 10 : Une représentante de l'association du développement et la réforme sociale de Jendouba qui rappelle à quel point l'ODD 5 pour l'égalité des sexes et l'ODD 16 en faveur de la bonne gouvernance sont imbriqués dans ce projet de lutte contre l'extrémisme violent.

Tableau n°1 : Liste des initiatives appuyées pour la promotion du rôle de la femme vivant en milieu rural dans le renforcement de la résilience communautaire et la PEV

Région	OSC	Intitulé du projet	Description du projet
Bizerte	Association du Développement Actif de Sejnane	Renforcement de la résilience communautaire à Sejnane - La femme solidaire	[Sejnane] - Formation dans le domaine de la PEV pour les femmes impliquées dans le projet et mise en contact avec les institutions locales (conseil municipal). Contribution à l'autonomie financière et sociale des femmes, au renforcement de la cohésion sociale de la région autour de petits projets coopératifs fédérateurs (agriculture de proximité) pour prévenir l'extrémisme violent. Les bénéficiaires ont été formés à la permaculture et ont pu développer leurs propres potagers. En parallèle, des espaces pour dialoguer sur l'EV et des formations en plaidoyer ont été tenus tout en créant un effet multiplicateur puisque chacune des 30 femmes impliquées est appelée à sensibiliser à son tour les autres femmes de sa communauté. Des projections de films ont en outre été organisées auprès des femmes de la communauté une dynamique de réflexion et de discussion sur les valeurs de tolérance et de paix.
Jendouba	Association pour la Jeunesse pour la Citoyenneté Active de Bizerte	L'autonomisation des femmes rurales au cœur de la prévention de l'extrémisme violent : Sejnane un exemple	[Sejnane] - Renforcer le rôle de PEV des femmes rurales, en encourageant la création d'activités génératrices de revenus durables (filiale d'exploitation de plantes aromatiques et constitution d'une société mixte de service agricole (SMSA), en sensibilisant les femmes et les acteurs locaux sur le sujet de la PEV et en organisant des campagnes de sensibilisation contre l'EV menées par les femmes elles-mêmes pour le grand public.
Jendouba	Association de la Citoyenneté et du Développement du Nord-Ouest	Femmes Actives à Ain El Hajj	[Ain El Hajj] - Contribuer à la promotion du rôle des femmes rurales dans la PEV, en développant des activités génératrices de revenus renforçant leur autonomie (partenariat avec un GDA) et en les encourageant à jouer pleinement le rôle qui leur revient dans le développement de la communauté (réseautage avec les institutions locales et les autres acteurs).
Jendouba	Association du Développement et de l'Encadrement des Jeunes et de l'Enfance de Jendouba	La femme rurale de Swani contre l'extrémisme violent	[Swani] - Prévention et lutte contre les causes et les origines de l'EV à travers des campagnes de sensibilisation, l'habilitation socio-économique, culturelle et l'émancipation sociétales des femmes rurales. Des ateliers de plaidoyer sont réalisés avec des experts dans le domaine de la PEV et dans lesquels les maris sont intégrés afin de faciliter l'appropriation, la transparence et d'appréhender le genre et l'EV de façon relationnelle. Les formations mises en place autonomisent économiquement les femmes impliquées à travers des ateliers de formation liés à la gestion de projets, au marketing.

Association du Développement et de la Réforme Sociale de Jendouba	Pour une femme rurale leader , apte à la prévention de l'extrémisme violent, et productive	[Jendouba] – Deux journées d'informations sont organisées pour 18 femmes (6 femmes issues de 3 localités) afin de les encourager à devenir un acteur actif et central dans leur milieu, aptes à défendre leurs droits et capables de prévenir l'extrémisme violent. Dans ce cadre, des sessions de formation en matière de communication et de dialogue comme moyen de lutte contre l'extrémisme violent sont réalisées. Création de mini-projets générateurs de revenus après une formation reçue dans le domaine de l'apiculture par le biais d'une institution certifiante. Vulgarisations des résultats du projet dans la région.
Association Femme pour la Citoyenneté et le Développement de Jendouba	Une femme consciente : une société saine et solidaire	Contribuer et promouvoir l'intégration des femmes rurales dans la vie publique et renforcer leurs capacités socio-économiques afin de promouvoir une culture de dialogue et de prévenir l'EV. 3 cercles de dialogue sont organisés : l'un impliquant les CLS, l'un sur les conséquences de l'EV et le dernier lié aux solutions préconisées. Une formation technique dans le domaine de l'élevage est réalisée. L'habilitation économique est aussi encouragée par La fourniture de matière première et matériel permettant aux femmes d'entreprendre des métiers artisanaux.
Association Rurale de Jendouba	Renforcement du rôle des femmes vivant en milieu rural de Ain El Ksir Chemtou Jendouba Nord-Tunisie dans la prévention de l'extrémisme violent à travers le renforcement de leurs droits économiques et culturels	[Ain El Ksir Chemtou Jendouba Nord] - Renforcement du rôle des femmes rurales dans la prévention de l'extrémisme violent à travers le renforcement de leurs droits économiques sociaux et culturels. L'autonomisation économique se manifeste par l'achat de matières premières. En parallèle, des cercles de débats et des activités destinées à renforcer les capacités de femmes dans la PEV sont organisés. Un soutien dans la mise en place d'AGR et la création d'un cinéclub en tant qu'espace d'échanges entre les femmes impliquées dans le projet leur permet d'avoir un espace public régulier qui leur donne la possibilité de sortir de leur maison. Ces initiatives sont une porte d'entrée pour des rencontres avec des acteurs publics.
Association du Développement et de la Culture de Jendouba	La femme rurale de Ain Lbaya face à l'extrémisme violent	[Ain Lbaya] - Renforcer le rôle de la femme de Ain Lbaya dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent à travers l'autonomisation des femmes dans le domaine économique dans une zone frontalière où les tentations sont nombreuses. Organisation de cercles d'échanges et de débats, notamment grâce à la projection d'un documentaire sur les effets de la violence, permettant d'aborder la thématique de la PEV. Des ateliers de valorisation des productions artisanales sont organisés pour déboucher sur la commercialisation de produits. Ces activités sont précieuses et la possibilité d'y prendre part sont une opportunité rare dans un contexte géographique où l'approvisionnement en matières premières est déjà, en soi, un défi.
Association "Khmir"	Femme rurale dynamique face aux menaces terroristes : Briser les	[Ain Draham] - Contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes rurales (24 femmes leaders concernées avec 8 venant de 3 localités différentes) afin de réduire les risques

	Environnement et Développement de Ain Draham	barrières de la peur	des menaces terroristes dans la région du projet, à travers des sessions de discussions de formations techniques sous forme de clubs. L'un d'eux a débouché sur la création d'un centre d'autonomisation des femmes et tous poursuivaient la finalité d'améliorer l'estime des femmes, leur capacité à parler en public, la maîtrise de leur droit. Dans le cadre de ces séances techniques, une machine d'emballage sous vide a été achetée rendant les femmes moins dépendantes de services ou d'intermédiaires.
Association Namaa Fernena	Association contre l'extrémisme violent	HRAYER	[Fernana] - Renforcer le rôle des femmes rurales dans la prévention de l'extrémisme violent à travers la promotion de l'autonomie économique (grâce à des AGR) et l'appui à l'engagement social des femmes. L'EV est abordé de façon indirecte grâce à des femmes leaders qui se font les ambassadrices de la thématique. L'estime de soi et la confiance des ambassadrices sont significativement améliorées. Collaboration avec un GDA local, avec l'achat d'un poulailler par exemple et implication d'un noyau de femmes dans la vulgarisation des leçons apprises en matière de PEV.
Kairouan	Association Tunisie à Tous de Kairouan	Femmes Capables	[Haffouz] - Prévenir le phénomène de l'extrémisme violent en sensibilisant les femmes sur la PEV à travers des cercles de discussion. Le groupe de femmes est aussi formé et appuyé dans sa propre autonomisation économique. Grâce à l'achat de fournitures (fours électriques, lapins, tissus), les compétences des femmes sont renforcées et sont plus autonomes dans leur métier et activités professionnelles. Une charte contre l'EV est signée avec la municipalité. Les bonnes pratiques sont recueillies et diffusées.
Médénine	Association Citoyenneté et Libertés de Djerba	Femmes contre l'extrémisme violent	[Djerba] - Le renforcement des capacités des femmes rurales de Djerba est atteint à travers la formation et la création de cercles de dialogue au profit d'un noyau de femmes. Ce noyau, formant une communauté de pratique, finit par constituer un petit réseau d'entraide dans le domaine de l'artisanat, notamment pour les mettre en contact avec les boutiques existantes. Le réseau permet aussi la diffusion de cette approche auprès des autres femmes de leur communauté en tant que fournisseur.
Association "Ain" du développement de Benguerdane	Pour un meilleur partenariat entre les femmes vivant en milieu rural et les acteurs locaux (notamment le comité local de sécurité et la municipalité) à la mise d'un réseau		[Ben Guerdane] - Mise en place d'ateliers de réflexion, de sessions de formation et de renforcement de capacités des femmes dans le domaine de la promotion du dialogue, de la gestion des conflits et de la PEV. Organiser un partenariat entre les femmes rurales et les acteurs locaux pour la mise en place d'un réseau féminin en matière de PEV, en particulier en impliquant le Comité Local de Sécurité. Renforcement des connaissances des femmes vivant en milieu rural

		féminine en vue de la prévention de l'extrémisme violent	pour mieux développer des activités génératrices de revenus (foire pour la présentation de leurs produits alimentaires et décoratifs) grâce à l'achat d'outils ou de matières premières.
Association "Jlij" pour l'Environnement Marin de Djerba	Renforcement des capacités de la femme rurale pour un meilleur entrepreneuriat face l'extrémisme à Djerba : WAVE (women against violent extremism)		[Djerba] - La promotion du rôle de la femme dans la PEV est acquise à travers un renforcement de capacités en matière de PEV. De façon complémentaire et pour aborder dans un cadre informel la PEV, trois types de clubs (pour la peinture, la couture et l'artisanat) sont mis en place et les bonnes pratiques sont diffusées pour inspirer de nouveaux projets.
Association du Développement et des Etudes Stratégiques de Médenine	Contribution à la participation civique des femmes rurales de Médenine pour assurer la paix sociale et la prévention contre le discours d'extrémisme violent		[Régions de Bénékhedache, Sidi Makhlouf et Boughrara]- Renforcement du rôle de 50 femmes en matière de PEV, à travers la mise en place d'une caravane féminine (collaboration pour l'utilisation d'un bus), moteur de la lutte contre l'EV dans les zones rurales de la région. Le projet est également axé sur le développement de l'esprit d'entrepreneuriat des femmes. Identification et implication d'étudiantes originaires des zones rurales pour participer à l'émergence d'un discours alternatif à la violence.
Association Errawassi du Développement de Médenine	Femme rurale indépendante résiste à l'extrémisme violent		dans le renforcement des compétences économiques grâce, en partie, à la vente de produits dans des foires que les femmes dirigent.
			[Menzlet Moghar Beni Khèche] - Encourager les femmes rurales à mobiliser leur potentiel pour contribuer à la PEV dans leurs communautés, à travers un appui au développement d'un projet d'extraction d'huiles essentielles en parallèle d'ateliers sur la citoyenneté active, l'extrémisme violent et sa prévention. Les produits fabriqués sont même commercialisés à l'international. Les ateliers de communication, plaider et négociation ont produit des effets positifs en ce qu'elles ont maintenant la possibilité d'imposer leur mot et vision pour la résilience. Cela a aussi facilité le développement de partenariats et l'appropriation par ces femmes des activités économiques menées avant le projet par le biais de GDA.
			**La plupart des femmes qui font partie de l'association étaient avant dans un GDA, ce qui a été un ciment pour fédérer l'association. Celle-ci s'est aussi renforcée grâce aux partenariats intra-associatifs, notamment avec l'association AJEM (Association pour l'Environnement Marin).
Club Unesco de Médenine	Impliquer la femme rurale de Médenine-Sud dans la vie locale en améliorant leurs rôles dans la prévention contre le discours d'extrémisme violent		[Médenine] - Impliquer les femmes rurales de Médenine-Sud dans la vie locale en améliorant leurs contributions à la PEV à travers l'organisation de journées d'information et de sensibilisation grâce à l'implication dans le projet des étudiantes originaires de la région. 15 étudiantes forment des femmes (généralement sans emploi) dans le marketing, l'employabilité et leur capacité de résilience grâce à un mécanisme de soutien intergénérationnel. Une convention avec la radio locale Ulysse FM a permis de faire connaître le projet et de donner un espace pour la voix des

Tataouine	Association "Sawt Lahmar" de Tataouine	Création d'un comité local féminin pour la prévention contre le discours d'extrémisme violent à Bir Lahmer	<p>femmes ce qui constitue un objectif à part entière pour la réalisation du projet. Une foire de vente des produits locaux est également tenue pour valoriser le travail des femmes formées dans des compétences manuelles au cours du projet.</p> <p>[Bir Lahmer] - Intégrer les femmes de Bir Lahmar dans la société dans un environnement montagnoux marginalisé et ce, pour améliorer leur rôle dans la PEV, à travers la création d'un comité local féminin de discussion et en renforçant leurs compétences dans le dialogue et la PEV. Le savoir-faire des femmes et artisanes de la région est valorisé (organisation d'une foire) et constitue un moyen d'engagement dans les ateliers de sensibilisation en PEV et est une base pour discuter de façon informelle des discours contre la violence.</p>
Tunis	Association Tunisienne de la Santé et de la Reproduction de Tataouine	L'extrémisme violent : Prévenir avant de lutter	<p>[Tatouine] - Renforcement des capacités dans la PEV des femmes qui font partie de trois GDA, en collaboration avec le bureau syvo-pastoral, pour qu'elles puissent devenir des actrices clés en facilitation du dialogue et dans la PEV. 20 femmes participent à ces GDA et sont issues des différents douars de la région. Un réseau opérationnel régional est ainsi mis en place pour diffuser auprès d'autres femmes les compétences acquises. En plus des cercles de dialogue, des journées de sensibilisation sont organisées avec 110 femmes pour enseigner la façon d'extraire de l'huile ou d'utiliser les plantes médicinales.</p>
Tunis	Oragnisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale	Accompagnement des 19 autres OSC dans la mise en œuvre de leurs projets respectifs	<p>[Tunis] - Appuyer les OSC partenaires dans le cadre du projet pour ce qui concerne la formation en matière de PEV et l'identification des femmes leaders. Un travail d'accompagnement des associations est assuré afin d'optimiser les résultats de leurs projets. L'OTCS se charge aussi de suivre les activités des autres OSC afin de garantir un reporting des projets et de leurs résultats.</p>

2.2.3. L'appui du projet a permis l'implication de 58 jeunes (dont 34 femmes) dans la promotion et la mise en œuvre des ODD. A cet égard, les efforts du projet se sont concentrés sur la mise en place d'un « club des ODD ». Ce club pilote sera implanté dans le gouvernorat de Médenine afin de capitaliser sur les possibilités de synergies avec les initiatives déjà en place dans le gouvernorat par d'autres projets et agences du SNU, telles que les Comités Locaux de Sécurité¹ (CLS), les îlots d'intégrité² et les maisons de jeunes de deuxième génération³.

Dans le cadre de la mise en place de ce club, une journée comprenant un atelier de réflexion divisé en deux sessions, a été organisée le 6 juillet, créant l'opportunité d'échanger sur ces objectifs, les résultats escomptés et son format. Cette journée a permis de mettre en contact les 58 jeunes issus des différentes localités de Djerba avec 17 personnes ressources parmi les responsables des maisons de culture, animateurs de la jeunesse, acteurs de la société civile, professeurs afin de démarrer un débat et une réflexion commune sur les attentes des jeunes et leur perception de ce que représente pour eux l'engagement citoyen local. En effet, promouvoir l'engagement des jeunes pour le développement de leur ville et encourager leur adhésion à la gestion des affaires publiques nécessite de recueillir leurs attentes et de saisir leurs besoins afin de leur proposer un concept novateur et attrayant de club (evidence#6).



Photos 11 et 12 : Journée de réflexion « Les jeunes unis pour le développement local : mise en place d'un Club pilote des Objectifs de développement durable », Djerba 6 juillet 2018.

¹ Interfaces de dialogue et de partenariat avec la société civile créées par le ministère de l'intérieur dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité et de la mise en place d'un modèle tunisien de police de proximité.

² Dans le cadre de la promotion de la redevabilité publique et de lutte contre la corruption.

³ Dans le cadre de la vision stratégique de la jeunesse portée par le ministère de la jeunesse et des sports (MJS).

❖ **Output 2.3 : Le réseau tunisien pour la cohésion sociale est appuyé**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
2.3.1 Nombre d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaires mises en œuvre	2.3.1- 1	2.3.1- 2	<ul style="list-style-type: none"> 2.3.1 (01) Une mission d'exploration et d'échange d'expériences en matière de PEV et réseautage national et régional a été menée en Mauritanie.

2.3.1. Les efforts du projet ont permis de renforcer les capacités de six (6) représentants d'institutions tunisiennes partenaires (Ministère de la relation avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'Homme, Plateforme gouvernementale du discours alternatif et de la lutte contre la radicalisation, Commission nationale de lutte contre le terrorisme, OTCS) et ce, à travers une mission d'étude et d'échange d'expériences en Mauritanie, un pays Maghrébin ayant déjà développé et mis en œuvre des approches de renforcement de la cohésion sociale et de prévention de l'extrémisme violent.

Cette mission a permis de développer les connaissances des partenaires tunisiens y participant grâce à l'examen et l'étude de cas concrets, matérialisés par les expériences empiriques d'institutions d'un pays ayant déjà fait ses preuves dans le domaine de la PEV et par la mise en œuvre de stratégies nationales.

La mission a également été l'occasion d'éclairer l'intervention des acteurs tunisiens par la capitalisation sur la connaissance acquise en Mauritanie et le transfert de compétences. Par ailleurs, la mission a permis de développer la coopération entre les partenaires tunisiens et les institutions mauritaniennes visitées. Plus spécifiquement, cette mission a permis de renforcer les compétences des membres de l'OTCS et d'élargir leur réseau de partenaires institutionnels nationaux et étrangers et ainsi, de promouvoir la coopération Sud-Sud. De même, cette mission a permis d'établir un contact permanent entre l'OTCS et la plateforme du gouvernement mauritanien du discours alternatif et de la lutte contre la radicalisation. De la sorte, l'OTCS sera impliquée dans les prochains projets mis en œuvre par le ministère de la relation avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'Homme (evidence #7).



Photos 13 et 14 : Mission d'exploration et échange d'expérience en matière de PEV en Mauritanie, du 14 au 17 mars 2018.

❖ **Output 3.6 Les capacités des partenaires associatifs sont renforcées à travers des produits de gestion des connaissances et des bonnes pratiques générées par le projet**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
3.6.1. Nombre de produits de gestion des connaissances et des bonnes pratiques générés par le projet et les OSC partenaires	3.6.1- 34	3.6.1- 37	<ul style="list-style-type: none"> • 3.6.1 Un (01) rapport sur la vision stratégique de l'OTCS pour la période 2018-2020 ainsi que six (06) supports techniques visant à l'opérationnaliser ont été élaborés. • 3.6.1 Un (01) guide de partenariat avec la société civile a été produit. • 3.6.1 Un (01) guide pratique de facilitation du dialogue a été élaboré.

3.6.1. Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des activités de l'OTCS, les efforts du projet ont permis d'élaborer la vision stratégique de l'OTCS pour la période 2018-2020. Cette vision stratégique a été élaborée dans un cadre participatif impliquant les membres du bureau exécutif de l'OTCS et ses adhérents. Six (6) supports techniques visant à opérationnaliser la vision 2018-2020 de l'OTCS ont également été élaborés. Ces documents traduisent les nouvelles orientations stratégiques de l'organisation et sont mis à la disposition de cette dernière dans le cadre de l'appui institutionnel apporté par le PNUD.

Les six supports techniques concernés sont les suivants :

- Document de vision stratégique de l'OTCS ;
- Un plan d'action opérationnalisant la vision stratégique 2018-2020 ;
- Une matrice de résultats pour le suivi du plan d'action ;
- Une note de présentation de l'organigramme fonctionnel de l'OTCS ;
- Un plan de mobilisation des ressources pour la mise-en-œuvre des activités de l'OTCS sur la période 2018-2020 ;
- Un mapping identifiant les partenaires potentiels de l'OTCS (evidence #8).

Le soutien du projet a permis la publication d'un (01) *guide de partenariat avec la société civile*. Ce guide présente, d'une manière pratique et simplifiée, les procédures et règles applicables aux projets mis en œuvre par la société civile. Il constitue un outil permettant à la société civile d'optimiser l'exécution de leurs projets, en se conformant aux normes et procédures standards en matière de gestion de projets. Grâce à ce guide, les OSC désirant répondre aux appels à propositions lancés par le PNUD auront accès aux indications nécessaires sur les critères de sélection et sur les différentes étapes du processus allant de la contractualisation à l'exécution en passant par l'évaluation (evidence#9).

Par ailleurs, les efforts du projet ont permis de produire un (01) *Guide pratique de la facilitation du dialogue communautaire pour la PEV*. Ce guide, destiné aux acteurs de la société civile engagés dans le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de la violence, vise à fournir un outil pratique, précis et facile d'utilisation destiné aux acteurs de la société civile engagés dans la construction de la paix et la gestion des conflits ; Ce guide présente l'avantaged'affiner leurs compétences, d'enrichir leur connaissance et de les mettre en pratique au service de la

PEV. Le guide comporte en son sein des développements sur l'usage du dialogue communautaire pour renforcer la cohésion de la société et sa capacité à faire face aux défis que pose, aujourd'hui, l'extrémisme violent et donne les orientations pratiques de sa mise en œuvre (le dialogue communautaire). Un programme de diffusion du contenu de ce guide sera mis en œuvre dans le cadre de cycle de formations destinés au réseau national de facilitateurs (evidence #10).



Photos 15 et 16 : Présentation de la vision stratégique de l'Organisation tunisienne pour la cohésion sociale. Djerba le 10 mai 2018 & Guide de partenariat avec la société civile.

III- DEFIS DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES RISQUES

Risque	Nature (politique, institutionnel, opérationnel, etc.)	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
Risque # 1 : La situation sécuritaire a conduit au ralentissement de la mise-en-œuvre des activités du projet, notamment l'organisation de missions de terrain dans le cadre de l'accompagnement et du suivi des associations partenaires.	Sécuritaire	I= 4 P= 2	Le risque reste d'actualité malgré l'amélioration de la situation sécuritaire lors des derniers mois.	L'équipe du projet surveille avec attention l'évolution de la situation sécuritaire et a effectué une analyse des risques pour identifier l'approche la plus appropriée afin de poursuivre la mise en œuvre des activités. Les phases préparatoires de planification, de conception des activités et d'identification des partenaires et des experts ont été privilégiées pour permettre une mise en œuvre rapide au fur et à mesure de l'apaisement de la situation.

Risque	Nature (politique, institutionnel, opérationnel, etc.)	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
Risque # 2 : La faible implication des interlocuteurs institutionnels	Stratégique	I= 2 P= 2	<i>Les élections municipales se sont tenues en mai 2018. La mise en place des conseils des communes s'est déroulée lors du mois de juillet 2018.</i>	Report de certaines activités planifiées dans le cadre du projet. Le partenariat avec le ministère de la jeunesse a été scellé, la mise en œuvre des activités doit se faire en coordination avec le ministère (2.1.3) La coordination avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique progresse (2.1.6)
Risque #3 : La faiblesse des capacités des OSC est de nature à entraver la mise en œuvre de leurs initiatives.	Opérationnel	I=2 P=3		Le dispositif de suivi des OSC a été renforcé, afin de permettre un accompagnement plus rapproché et plus personnalisé. Des réunions bilatérales de cadrage entre l'équipe du projet et les OSC partenaires ont permis d'affiner les plans d'action, de revoir le budget et de définir des approches plus innovantes.
Risque #4 : La thématique de l'extrémisme violent est nouvelle et les organisations de la société civile manquent d'expertise dans ce domaine.	Opérationnel	I= 4 P= 4	Le risque est toujours présent compte tenu de la nouveauté de la thématique.	L'équipe du projet met en place des mesures d'accompagnement techniques spécifiques permettant le renforcement des capacités et un suivi rapproché auprès des OSC. Ces mesures permettent un apprentissage progressif de la part des OSC et leur familiarisation graduelle avec ce domaine d'intervention.

Risque	Nature (politique, institutionnel, opérationnel, etc.)	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
Risque #5 : Le caractère délicat et sensible de la thématique de l'extrémisme violent est susceptible de recevoir un mauvais accueil et de mauvaises perceptions de la part des parties-prenantes du projet.	Opérationnel	I : 3 P : 4	Le risque est toujours présent compte tenu de la nouveauté et du caractère polymorphe de l'extrémisme violent.	L'équipe du projet veille à la qualité de la communication autour des activités, et notamment à la clarté de l'exposé de l'objet et des objectifs poursuivis par les actions. L'équipe de suivi des projets associatifs assure un suivi rapproché au niveau des messages et des textes contenus dans les supports de visibilité et de communications des OSC partenaires.

IV- LEÇONS APPRISES

Les principales leçons apprises sont résumées ci-après :

- L'appropriation par les acteurs de la société civile de l'approche préconisée en matière de promotion du dialogue et de renforcement de la cohésion sociale permet progressivement de capitaliser sur une capacité nationale, désormais instaurée, afin d'approfondir l'expertise et de d'affiner l'intervention du PNUD.
- Le projet a développé une connaissance plus fine du contexte national et local de la cohésion sociale et a ainsi constitué un large réseau de partenaires, notamment parmi les acteurs locaux de la société civile. Cette expertise et ce réseau sont à présent valorisés et mis à profit des partenaires institutionnels dans le cadre de collaborations engagées ou en discussions en ce sens qui sont en cours. . En effet, la mise en œuvre des politiques sectorielles, en cours d'élaboration, au niveau du ministère de la jeunesse et des sports et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique constitue une opportunité phare pour faire connaître l'approche visant à renforcer la cohésion sociale par la promotion du dialogue. En effet, l'intérêt manifesté par les partenaires de faire leur, l'approche préconisée par le projet et de capitaliser sur les résultats jusque-là atteints ouvrent la voie à de nouvelles perspectives tant stratégiques que programmatiques et à une meilleure exécution des résultats futurs dans l'immédiat. Il en est de même de la mise en place des conseils municipaux élus qui impulsent une nouvelle dynamique locale.

V- SUIVI-ÉVALUATION

Le présent rapport représente le quatrième rapport de progrès pour l'année 2018. Trois autres rapports de progrès ont été élaborés en 2018.

VI- EVIDENCES

Evidence #	Type	Titre	Date de publication	Auteur
		Rapport de synthèse formation de facilitation du dialogue et construction du consensus (29 juin-29 juillet 2018)	Juillet 2018	Sami Belhaj
1	Rapports	Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Djerba, 2-4 février 2018)	Février 2018	Nawal Ayadi
		Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Djerba, 2-4 février 2018)	Février 2018	Nawal Ayadi
		Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Hammamet, 9-11 février 2018)	Février 2018	Saber Jemai
		Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Hammamet, 16-18 février 2018)	Février 2018	Nawal Ayadi
		Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Hammamet, 23-25 février 2018)	Février 2018	Saber Jemai
		Formation en gestion de conflits, facilitation de dialogues et construction de consensus (Hammamet, 9-11 mars 2018)	Mars 2018	Saber Jemai
		2	Rapport	Training of Trainers Workshops on Dialogue Facilitation and Building Consensus (24th – 27th March & 30th March – 2nd April 2018, Hammamet)
Advanced Training of Trainer Workshop On Conflict Analysis and Dialogue Facilitation	May 2018			Amr Abdalla
3	Rapport	Focus group dans le cadre de l'élaboration du rapport de synthèse et de consolidation de la campagne « La jeunesse s'engage pour la cohésion sociale »	Septembre 2018	Equipe projet
4	Guide	Guide pratique de la facilitation du dialogue communautaire pour la PEV	Juin 2018	Amr Abdallah

5	Indicateurs	Indicateurs femmes rurales et PEV		Equipe projet
6	Compte- rendu	Compte- rendu Journée de réflexion « Les jeunes unis pour le développement local : mise en place d'un Club pilote des Objectifs de développement durable »	Juillet 2018	Equipe projet
7	Rapport	Rapports mission Mauritanie (14-17 mars 2018)	Mars 2018	Imen Kalai Sonia Nefzi Riadh Ben Boubaker
8	Rapport	Vision stratégique de l'OTCS pour la période 2018-2020	Mai 2018	Expert Béchir Lassoued
9	Rapport	Guide de partenariat avec la société civile	Juin 2018	Equipe projet
10	Guide	Guide pratique de la facilitation du dialogue communautaire pour la PEV	Juin 2018	Amr Abdallah

VII- RAPPORT FINANCIER

L'utilisation des ressources et le niveau de décaissements par bailleur, au 31/12/2018, sont détaillés comme suit (en USD) :

Etat des dépenses par Output sur la période 2016-2018				
Bailleur	Budget alloué 2016-2018	Dépenses	Balance	% décaissement par rapport au budget
Norvège	1723243	1 518 152	205 091	88%
Suisse	194 388	194 388	0	100%
TRAC	100036	100 036	0	100%
TOTAL	2 017 667	1 812 576	205 091	88%

Le tableau suivant récapitule la situation financière sur la période allant du 1/07/2016 au 31/12/2018 par bailleur et par produit :

Bailleur	Dépenses 2016		Dépenses 2017		Dépenses 2018		Total des dépenses		Budget total selon document de projet		% décaissement par rapport au budget total selon le document de projet
	P1	P2	P1	P2	P1	P2	P1	P2	P1	P2	
Norvège	176 529,81	358 191,62	334 434	170 361	260 861,8	217 863,77	771 825,6	746 326,39	455 352	1 396 500	154%
Suisse	0		0	0	194 388	0	194 388	0	194 388	0	58%
TRAC	0	52 681	35 353	0	0	12 002	35 353	64 683	0	0	-
TOTAL	587 312		540148		685115,54		1 001 567	811 009	649 740	1 396 500	89%

VIII- SIGNATURE

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom : Monsieur El Kebir Alaoui

Titre : Représentant Résident adjoint

Signature :

Date :

IX - ANNEXES

- Plan de travail annuel
- Document de projet
- Evidences mentionnées dans la section "VI-Evidences"
- Rapport d'assurance qualité du projet (si applicable)
- Rapport de visite de terrain
- Revue de presse
- Divers